

## CONTRAT

### **MARCHE DE SERVICES DE FORMATION PROFESSIONNELLE EXCLUSIVEMENT A DISTANCE AU BENEFICE DES PERSONNES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI**

Procédure prévue à l'article R.2123-1 3°) du code de la commande publique

## DISPOSITIONS PARTICULIERES

### A - Identité des parties

Le marché est conclu entre :

France Travail, établissement public administratif, représenté par son directeur général, Monsieur Thibaut Guilluy, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 1-5 avenue du docteur Gley - 75987 Paris Cedex 20,

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

Et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social ou siège, forme juridique, numéros de téléphone et courriel.

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, numéros de téléphone et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations.

représentée par :

Indiquer le nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en qualité de candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

### B - Avance

En application de l'article VI.4 du Contrat, le Titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

### C - Coordonnées bancaires ou postales

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le compte bancaire dont le relevé BIC IBAN est joint.

En cas de groupement d'opérateurs économiques et en application de l'article VI.3 du Contrat, le Titulaire indique que les factures sont émises :

- ☐ par le mandataire du groupement uniquement
- ☐ chacun en ce qui le concerne, par chacun des membres du groupement.

Conformément à l'article VI.3 du Contrat, les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

### D - Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées
<b>Lot n° (à compléter par le candidat)</b>	
<b>Lot n° (à compléter par le candidat)</b>	

### E - Le cas échéant, numéro d'enregistrement au titre de la formation professionnelle

La rubrique est à compléter uniquement dans le cas où, à la date de la remise de l'offre, le candidat individuel ou le membre d'un groupement d'opérateurs économiques candidat (y compris le mandataire) est déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R.6351-6 du code du travail. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le cadre correspondant est à dupliquer autant que nécessaire.

- ☐ candidat individuel enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :  
Indiquer le numéro d'enregistrement de la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail
- ☐ raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :  
Indiquer le numéro d'enregistrement de la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail
- ☐ raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :  
Indiquer le numéro d'enregistrement de la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail
- ☐ raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :  
Indiquer le numéro d'enregistrement de la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail
- ☐ raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :  
Indiquer le numéro d'enregistrement de la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail

#### **F - Décision de France Travail** *(rubrique réservée à France Travail)*

L'offre est acceptée en ce qui concerne le ou les lots suivants de la consultation :

Numéro du lot	Intitulé du lot

#### **G- Notification du marché** *(rubrique réservée à France Travail)*

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du Contrat :

- ☐ par courrier recommandé avec avis de réception postale  
Joindre sur cette page l'avis de réception postale.
- ☐ par envoi *via* la plateforme de dématérialisation dont le Titulaire accuse réception  
Joindre sur cette page l'avis de réception dématérialisé.



## **DISPOSITIONS GENERALES**

### **PREAMBULE**

Opérateur au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail assure également un certain nombre de missions pour le compte du réseau pour l'emploi.

France Travail est composé de 18 directions régionales sur le territoire métropolitain et outre-mer.

Passé conformément à l'article L.6122-2 du code du travail, le marché porte sur des actions de formation exclusivement à distance. Il enrichit et diversifie ainsi l'offre de formation à destination des personnes à la recherche d'un emploi, en répondant à la transformation du marché du travail et à la transformation numérique de la société. Passé et exécuté dans le respect des compétences des conseils régionaux, il complète, pour ceux qui ont donné leur accord, les efforts quantitatifs et qualitatifs qu'ils réalisent déjà pour réduire l'inégalité d'accès à la formation des personnes à la recherche d'un emploi.

### **I. - OBJET DU MARCHÉ**

Le marché a pour objet l'achat d'actions de formation exclusivement à distance au bénéfice des personnes à la recherche d'un emploi. Il est conclu dans le cadre du ou de chacun des lots désignés à la rubrique F des Dispositions particulières du Contrat parmi les 3 lots techniques définis à l'annexe I. Cet allotissement s'entend d'un allotissement par domaine (ou segment de domaine) de formation professionnelle défini par référence aux domaines Formacode et, le cas échéant, par groupe de métiers.

Le marché tient compte de l'accord des conseils régionaux. En conséquence, le fait que les personnes à la recherche d'un emploi dans une ou plusieurs régions ne peuvent être prises en charge au titre du marché, compte tenu de l'offre de formation des conseils régionaux, est porté à la connaissance du Titulaire par France Travail à la notification du marché. En cours d'exécution du marché, toute modification de l'accord de conseils régionaux, impactant le périmètre du présent marché, est signifiée au Titulaire par ordre de service.

## **II. - FORME ET QUANTITES DU MARCHÉ**

Le marché prend la forme d'un accord-cadre conformément aux dispositions des articles R.2162-2 à R.2162-10, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il est exécuté par émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article V.2.1 et par la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées à l'article V.3.

Le marché est conclu avec un seul Titulaire, sans minimum et avec un maximum en montant défini à l'annexe I pour la première période contractuelle d'exécution du marché.

Pour les périodes contractuelles suivantes d'exécution du marché en cas de reconduction, le montant maximum du marché est indiqué dans la décision de reconduction notifiée au Titulaire dans les conditions fixées à l'article III. Pour chaque reconduction, le taux de variation, à la hausse comme à la baisse, de ce maximum est au plus égal à 30% par rapport à celui défini pour la période contractuelle précédente d'exécution du marché.

## **III. - DUREE DU MARCHÉ**

Sous réserve des dispositions de l'article VIII, le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une période ferme d'un an, reconductible expressément deux fois pour une période d'un an.

Aux fins de reconduction, France Travail se prononce au moins 3 mois calendaires avant l'échéance de chaque période contractuelle.

Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant renoncé à la reconduction. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché. Il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction.

## **IV. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- le Contrat ;
- le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) ;
- le Bordereau des prix ;
- la Proposition technique du Titulaire comprenant sa Proposition méthodologique et sa Proposition relative aux fiches produit des formations, à l'accompagnement dans le retour à l'emploi, aux intervenants et à la plateforme numérique d'apprentissage ;
- les marchés subséquents conclus dans les conditions de l'article V.3 ;
- la ou les Demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les avenants et les ordres de service le cas échéant notifiés en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

## **V. - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **V.1 - Déclaration d'activité, certification qualité, agréments, autorisations et habilitations**

#### **V.1.1. - Actions de formation professionnelle, déclaration d'activité prévue à l'article L. 6351-1 du code du travail et certification qualité**

Les prestations objet du marché constituent des prestations de formation professionnelle continue, au sens des articles L.6311-1 et L.6313-1 du code du travail. Le Titulaire se conforme en conséquence aux dispositions légales et réglementaires applicables aux actions de formation professionnelle, en particulier les dispositions du Livre III de la sixième Partie du code du travail.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de procéder à la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail auprès du préfet de région territorialement compétent. Sauf dans le cas prévu à l'article R.6351-6 du même code, le numéro d'enregistrement est renseigné dans les Dispositions particulières du Contrat s'agissant du Titulaire et des membres du groupement et dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement s'agissant, le cas échéant, d'un sous-traitant.

Le Titulaire est également tenu de disposer de la certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du code du travail.

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 relatives à la résiliation du marché, le Titulaire informe France Travail -par tous moyens- du refus, de la caducité ou de l'annulation de l'enregistrement prévu à l'article L.6351-1 du code du travail ou de la suspension ou du retrait de la certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du même code, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de la date de la décision ou de sa notification.

#### **V.1.2. - Agréments, autorisations et habilitations spécifiques à des formations particulières**

Le Titulaire est seul responsable de la demande et du suivi des agréments, autorisations ou habilitations le cas échéant nécessaires pour dispenser une formation objet du marché et/ou délivrer la certification correspondante.

Dans le cas où, pour une formation déterminée, l'agrément, autorisation ou habilitation ne peut, pour des raisons liées au régime juridique applicable à cet agrément, autorisation ou habilitation, être délivré préalablement à l'émission du bon de commande, une copie de cet agrément, autorisation ou habilitation est adressée par le Titulaire à France Travail dans un délai maximum de 2 jours calendaires à compter de sa notification au Titulaire, sous peine de résiliation.

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 relatives à la résiliation du marché, le Titulaire informe France Travail -par tous moyens- de la non-obtention (dans le cas où l'agrément, autorisation ou habilitation ne peut être délivré, pour des raisons liées au régime juridique applicable à cet agrément, autorisation ou habilitation, préalablement à l'émission du bon de commande), de la caducité ou de l'annulation d'un agrément, autorisation, habilitation ou certification, ce dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de la date de la décision ou de sa notification. En particulier, dans le cas où il recourt à un tiers certificateur pour l'examen final, le Titulaire s'assure avant le démarrage d'une formation que ce tiers dispose de l'agrément, autorisation, habilitation ou certification nécessaire au passage de l'examen final.

## **V.2. - Modalités de commande**

### **V.2.1. - Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande**

Les formations susceptibles d'être commandées sont celles figurant dans le Catalogue spécifique décrit par le Titulaire dans sa Proposition technique. A la notification du marché, le Catalogue spécifique correspond aux formations proposées pour chacun des métiers ou compétences définis comme obligatoires à l'annexe I et aux formations complémentaires le cas échéant proposées par le Titulaire dans le périmètre du lot. En cours d'exécution du marché, le Catalogue spécifique peut être actualisé dans les conditions prévues à l'article V.2.2.

Sur la base de la programmation prévisionnelle partagée avec le Titulaire dans les conditions prévues à l'article 2.4 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), selon les besoins et le budget de France Travail, les formations font l'objet de bons de commande dont la durée de validité court à compter de leur notification jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ils ont été notifiés. Toute entrée en formation, formalisée par la saisie dans KAIROS d'une attestation d'entrée en stage (AES) par le Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 7.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), doit être réalisée pendant la durée de validité du bon de commande correspondant.

Les bons de commande précisent le nombre maximum de stagiaires susceptibles d'entrer en formation pendant cette durée. La durée d'exécution du bon de commande couvre la durée totale des parcours de formation démarrés avant la date de fin de validité du bon de commande. France Travail se réserve le droit d'émettre des bons de commande à tout moment pendant la durée du marché.

Le bon de commande est transmis au Titulaire par tout moyen et comporte les mentions suivantes :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du mandataire ;
- le numéro du marché ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande, ainsi que le numéro du bon de réservation de session ;
- l'objet de la formation ;
- la durée maximum d'exécution du bon de commande ;
- le nombre maximum de stagiaires susceptible de participer à la formation sur la durée considérée ;
- le prix unitaire applicable, tel que figurant au Bordereau des prix ou au marché subséquent ;
- le montant total maximum de la commande.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont transmis au mandataire du groupement. En cas de sous-traitance, les bons de commande sont transmis au Titulaire.

### **V.2.2. - Ajout de formations au Catalogue spécifique et actualisation**

Lorsque le Titulaire vient à proposer une nouvelle formation digitalisée dans le périmètre du lot tel que défini à l'annexe I, il transmet à France Travail la Fiche produit de la formation et le Bordereau de prix correspondant, conformément à l'annexe 2 au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). France Travail fait part au Titulaire, par courriel, de son acceptation ou son refus d'intégrer la nouvelle formation au Catalogue spécifique.

Le Titulaire reconnaît être informé que le prix unitaire proposé pour une nouvelle formation ne peut être supérieur de plus de 20% au prix moyen du Catalogue spécifique à la date de notification du marché.

Lorsqu'en cours d'exécution du marché, pour une formation certifiante, le référentiel de certification évolue impactant le découpage de la formation, sa durée, la réalisation d'un stage ou tout autre élément qui viendrait modifier la fiche produit d'une formation présente au Catalogue spécifique, le Titulaire en informe France Travail dans les plus brefs délais. De telles évolutions ne peuvent donner lieu à une modification des prix unitaires figurant au Bordereau des prix.

### **V.3. - Marchés subséquents pour la conception et le développement d'actions de formation**

#### **V.3.1. - Objet et forme des marchés subséquents**

Des marchés subséquents peuvent être conclus ayant pour objet la conception et le développement de formations exclusivement à distance dans le périmètre du lot tel que défini à l'annexe I (un marché subséquent par formation à concevoir et développer), si cette formation à distance n'a été développée par aucun opérateur économique à la date du lancement du marché subséquent. Les formations à concevoir et développer répondent aux spécifications énoncées dans le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), ainsi qu'aux conditions tarifaires prévues à l'article V.2.2.

Ces marchés subséquents prennent la forme de marchés simples. Une fois un marché subséquent exécuté et la formation entièrement à distance ainsi développée, le Catalogue spécifique est actualisé et la formation peut être commandée dans les conditions fixées à l'article V.2.1.

#### **V.3.2. - Procédure de passation des marchés subséquents**

##### **V.3.2.1. - Invitation à présenter une offre subséquente**

Une invitation à présenter une offre subséquente est adressée au Titulaire par voie électronique via le profil d'acheteur de France Travail. Elle précise la date et l'heure limite de réception des offres subséquentes, ainsi que :

- l'intitulé et la typologie de la formation ;
- le nombre prévisionnel de stagiaires susceptibles d'être adressés sur l'année ;
- les modalités pédagogiques et de contrôle des connaissances, ainsi que les formats de dispense attendus ;
- le cas échéant, les autres conditions particulières d'exécution.

Le délai de réception de l'offre subséquente ne peut être inférieur à 15 jours calendaires à compter de l'envoi de l'invitation.

##### **V.3.2.2. - Modalités d'établissement de l'offre subséquente**

L'offre subséquente se compose des éléments suivants :

- un Bordereau des prix, établi conformément au document joint à l'invitation à présenter une offre subséquente. Les prix prennent la forme définie au Bordereau des prix et sont établis conformément aux articles VI.1 et VI.2. A peine d'irrégularité de l'offre, le Titulaire n'est pas autorisé à présenter des prix établis sous une autre forme ou selon un autre mode que ceux mentionnés au Bordereau des prix et aux articles VI.1 et VI.2 ;

- la Proposition subséquente, établie conformément au document joint à l'invitation à présenter une offre subséquente.

L'offre subséquente est transmise par voie électronique via le profil d'acheteur de France Travail, au plus tard à la date et l'heure limites de réception mentionnées dans l'invitation à présenter une offre subséquente. La durée de validité des offres subséquentes est de 45 jours à compter de cette date.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'offre subséquente est signée par le seul mandataire.

#### **V.3.2.3. - Conclusion du marché subséquent**

Des négociations sont engagées avec le Titulaire portant sur le prix et/ou la Proposition subséquente. France Travail se réserve toutefois la possibilité de conclure le marché subséquent sans négociation.

France Travail se réserve également la possibilité de ne pas conclure le marché subséquent et de recourir à un autre prestataire pour la réalisation des prestations si l'offre subséquente est peu qualitative ou le prix proposé manifestement surévalué par rapport aux prix habituellement constatés pour ce type de prestations.

### **V.4. - Personnels affectés à l'exécution des prestations**

#### **V.4.1. - Dispositions générales**

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 relatif à la résiliation, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché. Les intervenants affectés à l'exécution du marché dans les conditions mentionnées à l'article 8.3 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) relèvent des effectifs du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants déclarés et dont les conditions de paiement ont été agréées par France Travail.

Le niveau minimum de qualification professionnelle et/ou expérience auquel les intervenants affectés à l'exécution du marché satisfont est défini dans la Proposition technique du Titulaire et respecte les exigences minimum fixées par la convention collective nationale des organismes de formation.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des intervenants affectés à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication.

France Travail se réserve la faculté de solliciter, par courriel, dûment motivé par des raisons professionnelles ou déontologiques, le remplacement d'un intervenant affecté à l'exécution du marché, à tout moment pendant l'exécution du marché. Dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, le Titulaire s'engage à proposer un remplaçant présentant le niveau minimum de qualification professionnelle et/ou expérience sur lequel il s'est engagé dans sa Proposition technique. S'il s'agit d'un nouvel intervenant, France Travail dispose d'un délai de 8 jours calendaires pour vérifier que le remplaçant dont le *curriculum vitae* est transmis présente le niveau exigé et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus de l'intervenant. Le Titulaire est tenu, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de cette notification, de présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant présentant le niveau exigé.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution du marché ne perturbent en rien le calendrier et la qualité du marché. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

Le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article V.6 dans le cas où l'intervenant affecté à l'exécution du marché ne satisfaisait pas au niveau minimum défini par le Titulaire dans sa Proposition technique, ainsi que dans le cas où un intervenant n'est pas remplacé dans les délais.

#### **V.4.2. - Engagement d'insertion professionnelle**

##### **V.4.2.1. - Définition de l'engagement**

Le Titulaire s'engage à conduire une action de promotion de l'emploi et de lutte contre les discriminations vis-à-vis des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle. Sous peine d'application des pénalités prévues à l'article V.6, le Titulaire réserve à ces personnes au cours de sa période ferme, le nombre d'heures de travail défini à l'annexe I pour le lot considéré et, en cas de reconduction, dans la décision de reconduction mentionnée à l'article III.

Pour satisfaire à son engagement, le Titulaire peut procéder à l'embauche directe, recourir à la mise à disposition de personnel ou à la sous-traitance à une entité du secteur de l'inclusion (structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) ou du secteur du handicap (EA ou ESAT)) ou recourir à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

En cas de recrutement direct ou de recours à un GEIQ, le Titulaire vérifie auprès de France Travail l'éligibilité de la personne à la clause sociale d'insertion conformément à la liste des bénéficiaires suivante, rencontrant des difficultés d'insertion sociale, inscrites à France Travail et répondant à l'un des critères suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois en catégories 1, 2 ou 3 ;
- les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans ayant un niveau inférieur au CAP ou BEP ;
- les personnes relevant du dispositif d'insertion par l'activité économique (IAE) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les demandeurs d'emploi issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Cette action peut également bénéficier à toute autre personne rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle particulières, sur avis motivé de France Travail.

Plus généralement, le Titulaire peut, pour faciliter la mise en œuvre de cet engagement d'insertion professionnelle, se rapprocher de France Travail ou consulter la plateforme dédiée à l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>.

##### **V.4.2.2. - Modalités de contrôle de l'engagement**

La réalisation de l'engagement du Titulaire s'apprécie lot par lot.

Lorsqu'il entend satisfaire à son engagement d'insertion professionnelle en recrutant directement des personnes, le Titulaire déclare en ligne, via la plateforme mise à disposition par France Travail, le profil des personnes concernées en justifiant de leur éligibilité, leur date d'embauche ou de mise à disposition, le volume horaire individuel réalisé par chaque personne, la description de leurs activités. Le Titulaire communique ainsi :

- au plus tard dans les 15 jours qui suivent chaque recrutement, le profil de chaque personne recrutée. France Travail confirme au Titulaire via la plateforme l'éligibilité de la personne ;
- au fur et à mesure de leur réalisation et au plus tard tous les 2 mois, le nombre d'heures d'insertion réalisées par chaque personne et les justificatifs correspondants. Le cas échéant, France Travail informe le Titulaire via la plateforme des écarts constatés.

Au plus tard dans les 15 jours qui précèdent la date anniversaire de notification du marché, le Titulaire vérifie l'exhaustivité des informations saisies.

Le Titulaire transmet également à France Travail annuellement, un mois avant la réunion du comité de pilotage correspondant un bilan des actions mises en œuvre au titre de son engagement d'insertion professionnelle sur l'année écoulée.

Le Titulaire répond par ailleurs à toute sollicitation de France Travail portant sur son engagement d'insertion professionnelle.

## **V.5. - Obligations du Titulaire relatives aux stagiaires**

### **V.5.1. - Obligation de non-discrimination**

Au titre du marché, le Titulaire s'engage à prendre toute mesure pour respecter et faire respecter par son personnel les dispositions de l'article L.1132-1 du code du travail en matière de non-discrimination.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations et se porte fort de leur respect par son personnel.

### **V.5.2. - Obligation de gratuité à l'égard des stagiaires**

A peine de résiliation du marché à ses torts exclusifs sans mise en demeure préalable dans les conditions définies à l'article VIII.1, le Titulaire s'engage à ne réclamer aux stagiaires aucune contribution en argent ou en nature à quelque titre que ce soit, y compris la mise à disposition des logiciels nécessaires au suivi de la formation. Cette obligation de gratuité ne s'applique pas aux frais de connexion à l'Internet, au matériel informatique nécessaire au suivi à distance de la formation, à la visite médicale imposée par la réglementation en vigueur et aux éléments ayant vocation à devenir la propriété des stagiaires.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations de gratuité et se porte fort de leur respect par son personnel.



### **V.5.3. - Obligations déontologiques**

Le Titulaire garantit France Travail contre une utilisation détournée du marché conduisant à orienter les stagiaires vers des services ou événements payants ou, sans préjudice des éventuels prêts de matériels ou conditions tarifaires préférentielles d'acquisition ou location de matériels que le Titulaire propose, une quelconque acquisition. Dans le cas où, dans le cadre d'un parcours de formation, des services, événements payants ou une quelconque acquisition sont évoqués, le stagiaire est clairement informé des conditions financières afférentes et le Titulaire s'engage à ne pas se placer en situation de conflit d'intérêts.

Le respect de ces dispositions est susceptible d'être contrôlé dans le cadre du contrôle qualité prévu à l'article V.8.

Le Titulaire prend toute disposition à cet effet. Il s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations déontologiques et se porte fort de leur respect par son personnel.

### **V.5.4. - Obligations en matière de protection sociale des stagiaires**

En application de l'article L.412-8 2° c) du code de la sécurité sociale, les personnes effectuant des stages de formation professionnelle continue conformément aux dispositions du livre III de la sixième partie du code du travail bénéficient de la protection contre les accidents du travail et maladies professionnelles pour les accidents survenus par le fait ou à l'occasion de ce parcours de formation. Le Titulaire effectue les déclarations nécessaires, conformément à l'article R.412-5 du code de la sécurité sociale. Il en informe France Travail dans un délai maximum de 24 heures à compter de la déclaration.

Pour les actions de formation dont les périodes de stage en entreprise sont réalisées en tout ou partie à l'étranger, le Titulaire s'assure préalablement que le stagiaire bénéficie d'une protection sociale contre les accidents du travail et maladies professionnelles pour les accidents survenus sur le territoire concerné. A défaut, il prend les dispositions nécessaires pour garantir une telle protection.

### **V.5.5. - Respect des principes de la République**

Le Titulaire s'engage à respecter et faire respecter par son personnel les principes d'égalité des usagers devant le service public, de laïcité et de neutralité du service public. Il prend toute mesure à cet effet et veille en particulier à ce que son personnel s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses, traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Le respect de ces dispositions est susceptible d'être contrôlé dans le cadre du contrôle qualité prévu à l'article V.8 du Contrat.

### **V.5.6. - Clause de progrès en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre**

Une démarche d'amélioration continue du bilan carbone des prestations du présent marché est mise en place. Elle porte sur la mesure des émissions de gaz à effet de serre de la prestation et la réduction de l'empreinte carbone de la prestation.

Dans ce cadre, au plus tard avant la fin du 14<sup>ème</sup> mois suivant la notification du marché, le Titulaire adresse au correspondant achat un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations objets du marché réalisé selon la méthode issue de la norme ISO 14064 ou équivalent, *a minima* sur les scopes 1 et 2. Ce bilan doit être réalisé de manière précise, le cas échéant via un accompagnement *ad hoc*, et non en recourant à un outil générique en ligne. Au

vu de ce bilan, et dans le même délai, le Titulaire définit et communique un objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'exécution des prestations.

Dans un délai de 3 mois à compter de la réception du bilan et de l'objectif, le Titulaire propose, en cohérence avec cet objectif, un plan de réduction des émissions à mettre en œuvre. Ce plan peut faire l'objet d'un échange avec le correspondant achats dans le mois suivant sa réception. Passé ce délai, le plan de réduction est mis en œuvre par le Titulaire. Il ne change pas la nature du contrat et ne bouleverse pas l'économie générale du marché.

Le Titulaire est dispensé de ces transmissions si ces éléments ont déjà été communiqués dans la Proposition technique remise dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu et se rapportent effectivement aux prestations objet du marché.

Passée la première année d'exécution, le Titulaire justifie auprès du correspondant achats, au plus tard à chaque date anniversaire de la notification du marché, de la mise en œuvre des actions prévues dans le plan de réduction, ainsi que de leurs résultats.

En cas de retard dans la transmission des éléments ou de production d'éléments incomplets, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article V.6 du Contrat.

## **V.6. - Pénalités**

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable, redevable :

- 1°) dans le cas où un intervenant affecté à l'exécution du marché ne satisfaisait pas au niveau minimum défini dans la Proposition technique du Titulaire, d'une pénalité de 1 000 € par intervenant concerné ;
- 2°) dans le cas où un intervenant n'est pas remplacé dans les délais, d'une pénalité de 200 € par jour ouvré de retard ;
- 3°) dans le cas où le candidat n'est pas contacté dans les 5 jours suivant son positionnement dans les conditions prévues à l'article 4 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), d'une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard ;
- 4°) dans le cas où le Titulaire a intégré en formation un stagiaire résidant dans une région n'ayant pas donné son accord au marché en méconnaissance de l'article 2.3 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), d'une pénalité de 350 € par stagiaire non éligible ;
- 5°) en cas de non-déclaration à France Travail de l'abandon du stagiaire, conformément à l'article 6.3.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), d'une pénalité de 500 € par abandon non signalé ;
- 6°) en cas de saisie dans le Carif Oref d'informations différentes de celles figurant dans les Fiches produits jointes à sa Proposition technique, conformément à l'article 7.1 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), ou lors de l'ajout d'une formation au Catalogue spécifique, d'une pénalité de 100 € par jour ouvré jusqu'à la mise en conformité de la saisie des données ;
- 7°) en cas d'indisponibilité de plus de 24 heures des outils techniques de formation à distance, d'une pénalité de 500 € pour 12 heures d'indisponibilité au-delà de ces 24 heures, quel que soit le nombre de stagiaires concernés ;
- 8°) dans le cas où un accès à la plateforme et aux contenus de formation n'est pas maintenu à la disposition du stagiaire ayant échoué à l'examen jusqu'à la date d'examen suivante, d'une pénalité de 200 € par stagiaire concerné ;

- 9°) en cas de non-respect de l'engagement d'insertion professionnelle mentionné à l'article V.4.2.1 ou en l'absence de transmission des documents mentionnés à l'article V.4.2.2, d'une pénalité de 35 € par heure d'insertion non réalisée ou non justifiée ;
- 10°) en cas de retard dans la transmission d'un élément exigé en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre en application de l'article V.5.6, d'une pénalité de 20 € par jour ouvré de retard ;
- 11°) en cas de non-respect de la chronologie de facturation, d'une pénalité de 100 € par facture à compter de la 3<sup>ème</sup> facturation non conforme ;
- 12°) en cas de non-respect du délai de transmission des livrables justifiant l'avancement, dans les conditions décrites à l'article V.7.2, d'une pénalité de 20 € par jour ouvré de retard et par justificatif non transmis ;
- 13°) en cas de facturation d'un nombre d'heures de formation supérieur à l'état d'avancement effectivement constaté dans le cadre d'un contrôle de facturation, d'une pénalité d'un montant de 10% du montant du parcours de formation payé du stagiaire considéré.

Les pénalités sont réglées par le Titulaire dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de France Travail. A défaut, les pénalités réclamées sont payées à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'au complet paiement de la pénalité. En cas de groupement d'opérateurs économiques (ou de sous-traitance), seul le mandataire (ou le Titulaire en cas de sous-traitance) est redevable vis-à-vis de France Travail du paiement des pénalités.

L'application des pénalités ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Sous cette réserve, les pénalités sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

## **V.7. - Vérification et admission des prestations**

### **V.7.1. - Bilan de fin de formation**

Le bilan de fin de formation est renseigné par le Titulaire sur l'outil informatique dédié à la gestion des formations mis à disposition par France Travail (KAİROS), conformément à l'article 7.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité de ce livrable aux obligations contractuelles. Le Titulaire n'y assiste pas.

Les opérations de vérification visent à s'assurer que le bilan de fin de formation transmis démontre l'exécution de la prestation conformément aux obligations du marché et présente le degré de qualité attendu. France Travail dispose pour ce faire d'un délai de 90 jours calendaires à compter de la réception du livrable. S'il est constaté que le bilan de fin de formation ou certaines de ses rubriques ne présentent pas le degré de qualité attendu, notamment l'absence de la période de stage en entreprise, France Travail prononce l'ajournement de la prestation en invitant, par courriel dûment motivé, le Titulaire à lui transmettre, dans un délai maximum de 8 jours calendaires à compter de la réception du courriel, un nouvel exemplaire du bilan de fin de formation. En cas de refus du Titulaire exprimé dans ce délai, de silence gardé par le Titulaire dans ce délai, de nouvel exemplaire transmis ne présentant toujours pas le degré de qualité attendu, ainsi que dans le cas où le bilan de fin de formation transmis atteste d'une exécution incorrecte de la prestation par rapport aux obligations contractuelles, France Travail prononce une décision d'admission avec réfaction. Le montant de la réfaction est fixé forfaitairement à 30% du montant total facturé pour la formation correspondante.

Les décisions d'admission avec réfaction sont motivées et notifiées au Titulaire par courriel. Elles donnent lieu à l'établissement d'un avoir transmis par le Titulaire *via* Chorus Portail Pro ou, selon la précision figurant dans la notification, à un paiement direct à France Travail.

Le silence gardé par France Travail dans le délai de 90 jours vaut admission des prestations.

#### **V.7.2. – Livrables justifiant de l'avancée du stagiaire dans la formation**

France Travail se réserve la possibilité, à tout moment pendant la durée d'exécution du marché, de contrôler la conformité du certificat de réalisation aux livrables justifiant de l'avancée du stagiaire dans la formation.

Le Titulaire est tenu de conserver ces éléments pendant un an à compter de la fin du marché. Sous peine d'application des pénalités prévues à l'article V.6, le Titulaire communique ces justificatifs dans un délai de 15 jours maximum à compter de la demande de France Travail.

Le cas échéant, le montant des heures indûment versées donne lieu à reversement à France Travail. La facturation d'heures indûment justifiées donne lieu à l'application des pénalités prévues à l'article V.6.

#### **V.7.3. - Conception et développement d'actions de formation**

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité de l'action de formation conçue et développée par le Titulaire aux spécifications du marché subséquent.

L'ensemble des livrables attendus, tels que définis dans le marché subséquent, est soumis à la validation France Travail dans le mois suivant la remise complète des livrables. Au plus tard à l'issue de ce délai, France Travail prononce une décision d'admission, ajournement, réfaction ou rejet. A défaut de décision expresse dans ce délai, les prestations sont réputées conformes.

France Travail prononce l'admission des prestations si ces dernières répondent aux stipulations du marché subséquent. Dans le cas contraire, France Travail peut décider d'ajourner l'admission des prestations et laisser un délai au Titulaire pour procéder à la remise de livrables modifiés.

S'il n'est manifestement pas possible de demander des ajustements ou s'il s'avère qu'à la suite des ajustements réalisés, la qualité des livrables ne répond toujours pas aux attentes, France Travail peut décider d'appliquer une réfaction ou du rejet des prestations. La réception avec réfaction consiste en une réduction de prix, appréciée au cas par cas par France Travail, selon les imperfections constatées.

Les décisions d'admission avec réfaction ou de rejet sont motivées et notifiées au Titulaire par courriel. Elles donnent lieu à l'établissement d'un avoir transmis par le Titulaire *via* Chorus Portail Pro ou, selon la précision figurant dans la notification, à un paiement direct à France Travail.

#### **V.8. - Contrôle des prestations et suivi du marché**

##### **V.8.1. - Contrôle des prestations**

Le contrôle des prestations vise à s'assurer de leur réalisation conformément aux dispositions du marché, de leur performance, de la satisfaction des bénéficiaires par rapport aux modalités de leur réalisation et de la réalité du travail pédagogique des stagiaires. Il est mis en œuvre par France Travail sur la base :

- du contrôle du respect des engagements contractuels pris par le Titulaire à travers sa Proposition technique ;
- de la vérification des prestations prévue à l'article V.7 ;
- d'enquêtes de satisfaction réalisées auprès des stagiaires par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins ;
- d'une analyse et d'un suivi des réclamations le cas échéant adressées à France Travail par des bénéficiaires ;
- de contrôles sur pièce et sur place opérés par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins et susceptibles de porter sur tout élément concourant à la réalisation des prestations et ce, sans que le Titulaire n'en soit obligatoirement préalablement averti ;
- d'audits sur place réalisés par France Travail portant sur le dispositif interne de contrôle de conformité et de prévention de la lutte contre la fraude mentionné à l'article VII.3 du Contrat et, le cas échéant, le pilotage de l'activité des membres du groupement d'opérateurs économiques et/ou sous-traitants ;
- de la vérification des actions d'amélioration continue, comme précisé à l'article V.8.3.4 du Contrat.

Il s'appuie, par ailleurs, sur les indicateurs d'activité et de résultat définis à l'article V.8.3.2 du Contrat.

A peine de résiliation du marché sans mise en demeure préalable, à ses torts exclusifs, dans les conditions définies à l'article VIII.1 du Contrat, le Titulaire donne accès à ses locaux à France Travail (ou au tiers mandaté à cet effet) et fournit les justificatifs demandés dans un délai fixé en fonction du nombre et/ou de la nature des documents demandés. Le Titulaire est tenu de permettre le bon déroulement du contrôle d'exécution effectué par France Travail.

## **V.8.2. - Audits qualité**

En application de l'article L.6316-3 du code du travail, France Travail s'assure de la qualité des actions de formation financées au titre du marché. Pour ce faire, il procède à des audits qualité sur pièces ou sur place, de manière inopinée ou en informant préalablement le Titulaire. Ces audits qualité sont réalisés sur la base du Référentiel de contrôle qualité de France Travail joint en annexe II du Contrat ou tout autre référentiel de même objet qui lui succéderait notifié au Titulaire par ordre de service.

A l'issue de l'audit, un rapport motivé est adressé au Titulaire. Ce rapport précise notamment la nature et l'étendue des vérifications effectuées, le niveau de qualité constaté et la qualification de l'audit associée dans les conditions précisées aux articles V.8.2.1 à V.8.2.3 du Contrat, les éventuels écarts de conformité relevés et, le cas échéant, les mesures correctives attendues.

### **V.8.2.1. - Audit recevable**

L'audit est qualifié de recevable s'il fait apparaître un niveau de qualité d'au moins 85%.

Le rapport d'audit peut toutefois formuler des recommandations susceptibles de faire l'objet d'une demande de plan d'actions de la part de France Travail.

### **V.8.2.2. - Audit partiellement recevable**

L'audit est qualifié de partiellement recevable s'il fait apparaître un niveau de qualité compris entre 70 et 84%.

La notification du rapport d'audit vaut mise en demeure du Titulaire de se mettre en conformité. Dans un délai de 2 semaines calendaires à compter de cette notification, le Titulaire remet à France Travail un plan d'action présentant les mesures correctives envisagées

avec leurs dates de mise en œuvre. Ce plan d'action doit être approuvé par France Travail. Le Titulaire demeure pleinement responsable des actions proposées et de l'atteinte des résultats.

La mise en œuvre du plan d'action fait l'objet d'un nouveau contrôle par France Travail. Dans le cas où le nouveau contrôle ne permet pas d'établir la mise en conformité de l'ensemble des écarts constatés, le marché peut être résilié sans nouvelle mise en demeure aux torts exclusifs du Titulaire, dans les conditions fixées à l'article VIII.1 du Contrat.

#### **V.8.2.3. - Audit irrecevable**

L'audit est qualifié d'irrecevable s'il fait apparaître un niveau de qualité inférieur à 70%.

La notification du rapport d'audit vaut mise en demeure du Titulaire de se mettre en conformité dans un délai d'un mois. Le Titulaire est, passé ce mois, convoqué à un comité qualité afin de présenter les mesures proposées ou mises en œuvre.

A l'issue de la réunion du comité et sur la base des éléments présentés par le Titulaire, France Travail lui notifie sa décision de poursuivre ou non l'exécution du marché. En cas de poursuite de l'exécution du marché, un nouveau contrôle est réalisé par France Travail. Si celui-ci ne permet pas d'établir la mise en conformité à l'ensemble des écarts constatés, le marché peut être résilié sans nouvelle mise en demeure aux torts exclusifs du Titulaire, dans les conditions fixées à l'article VIII.1 du Contrat.

#### **V.8.2.4. - Non-conformité majeure**

Une défaillance du Titulaire sur l'ensemble des points de contrôle d'un ou plusieurs des critères 1 à 4 du Référentiel de contrôle qualité de France Travail ou un manquement aux dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant les locaux le cas échéant mis à disposition des stagiaires (notamment en matière de conditions d'hygiène et de sécurité ou d'accessibilité aux personnes handicapées) constitue une non-conformité majeure.

Lorsque l'audit fait apparaître une ou plusieurs non-conformités majeures, le marché peut être résilié sans mise en demeure aux torts exclusifs du Titulaire, dans les conditions fixées à l'article VIII.1 du Contrat.

### **V.8.3. - Suivi du marché**

Une réunion de lancement du marché, réunissant les représentants du Titulaire et de France Travail, est organisée par France Travail dans les jours suivant la notification du marché. Cette réunion a pour objectif de fixer les modalités opérationnelles de lancement du marché et d'exécution des prestations. Le représentant du Titulaire y est accompagné des personnes ayant la connaissance technique et/ou chargées de l'exécution opérationnelle des prestations.

#### **V.8.3.1. - Référent opérationnel**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le Titulaire désigne un référent opérationnel chargé du suivi de l'exécution des prestations, de la préparation et l'animation des comités prévus à l'article V.8.3.3. Il est l'interlocuteur du référent opérationnel également désigné par France Travail dans le même délai.

#### **V.8.3.2. - Suivi d'activité et de résultats**

Le suivi d'activité et de résultat s'appuie sur les taux de retour à l'emploi relevés par France Travail sur les formations dispensées ainsi que, *a minima*, sur les indicateurs suivants produits par le Titulaire :

- **indicateurs d'activité (par formation commandée) :**

- le nombre de candidatures reçues ;
- le nombre de candidats reçus dans le cadre de la phase de positionnement ;
- le nombre de candidats retenus ;
- le nombre de candidats ayant refusé la formation et les motifs de refus ;
- le nombre de candidats ayant été refusés et les motifs de refus ;
- le nombre de stagiaires ayant réalisé l'intégralité de la formation ;
- la durée moyenne des parcours et l'écart type ;
- le délai entre la fin de la formation et l'examen, pour les formations certifiantes ;
- le délai entre le positionnement et l'entrée en formation ;
- le nombre de stagiaires ayant suivi un stage en entreprise (en distinguant le stage en entreprise obligatoire et non obligatoire au référentiel de certification) ;

- **indicateurs de résultat :**

- la part de public prioritairement visé à l'article 2.3 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) dans les entrées en formation ;
- le nombre de fins de formation anticipées, avec la durée de la formation réalisée et le motif de la fin de formation ;
- le nombre de stagiaires n'ayant pas été présenté à la certification et les motifs associés ;
- le nombre de stagiaires présentés à la certification par rapport au nombre de stagiaires ayant suivi la formation et le taux de réussite aux épreuves ;
- le niveau de satisfaction des stagiaires (issu de l'enquête réalisée auprès des stagiaires à la fin du stage) ;
- le suivi du nombre de formations permettant la certification à distance.

Un rapport quadrimestriel est transmis par le Titulaire à France Travail, présentant les résultats sur l'ensemble des indicateurs d'activité et de résultat listés ci-dessus.

L'étude de ces indicateurs contribue à la décision de reconduction des marchés dans les conditions prévues à l'article III du Contrat.

#### **V.8.3.3. - Comité de pilotage**

Une gouvernance est mise en place ayant pour objet l'analyse de l'exécution du marché et, le cas échéant, la mise en œuvre de plans d'actions correctifs partagés.

Dans ce cadre, un comité de pilotage est organisé annuellement, sur demande de France Travail ou du Titulaire. Dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement décide de sa représentation au comité de pilotage et peut être accompagné d'un ou plusieurs autres membres du groupement. En cas de sous-traitance, le Titulaire peut également être accompagné du ou des sous-traitants.

Le comité de pilotage permet le suivi du marché sur le plan quantitatif, qualitatif, administratif et financier et porte notamment sur :

- la bonne exécution du marché, en particulier :
  - le respect des dispositions du marché, y compris les dispositions applicables aux moyens matériels et humains ;
  - la gestion administrative et financière du marché ;
  - la mise en œuvre de l'engagement d'insertion professionnelle prévu à l'article V.4.2 du Contrat ;
  - le cas échéant, les difficultés de toute nature rencontrées dans l'exécution du marché ;

- le contrôle d'exécution des prestations dans les conditions mentionnées à l'article V.8.1 du Contrat, y compris le suivi des indicateurs énumérés à l'article V.8.3.2 du Contrat, et notamment, les taux de retour à l'emploi.

Chaque comité de pilotage donne lieu à un relevé de décision rédigé par le Titulaire.

En cas de besoin, la fréquence du comité de pilotage peut être augmentée à l'initiative de France Travail.

#### **V.8.3.4. - Evaluation et amélioration continue**

Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour assurer en continu une évaluation de son action selon deux axes :

- l'amélioration continue de son offre de formation, *via* notamment l'exploitation des bilans des formations (y compris les conclusions des stages en entreprises) pour, le cas échéant, faire évoluer le parcours et la mise en œuvre d'actions préventives et correctives ;
- la mesure et l'analyse des résultats des actions de formation (analyse des motifs des départs anticipés, recueil des avis des différents acteurs -stagiaires, prescripteurs, entreprises, ...- sur les formations).

Une séance de restitution de ces analyses et actions peut être organisée en cours d'exécution du marché à la demande de France Travail.

#### **V.9. - KAIROS, portail informatique dédié à la gestion des formations**

Sans préjudice des obligations de partage des données concernant l'emploi et les formations professionnelles résultant de l'article L.6353-10 du code du travail, le Titulaire est tenu de demander son habilitation à accéder à KAIROS, outil informatique dédié, décrit à l'article 7.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), et d'y saisir les informations demandées.

#### **V.10. - Modification du marché**

##### **V.10.1. - Modification par ordre de service**

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés dans le cadre de l'exécution du marché. Ceux-ci sont exécutoires sans autres formalités dès leur notification et ne peuvent donner lieu à une modification des prix.

Notamment, il est expressément convenu que France Travail se réserve la possibilité, à tout moment pendant la durée du marché, sans impact financier pour le Titulaire, de :

- demander au Titulaire :
  - de procéder à des saisies d'informations supplémentaires dans l'outil KAIROS ou d'utiliser les différentes API (interfaces de programmation applicatives) mises à disposition par France Travail afin d'échanger rapidement les données ;
  - d'utiliser les outils de France Travail mis à disposition du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché ;
  - de produire le certificat de réalisation dans le format issu de leur plateforme LMS ;
  - de fournir des indicateurs complémentaires ;
  - de mettre en œuvre son engagement d'insertion professionnelle auprès d'autres personnes que celles identifiées à l'article V.4.2.2 du Contrat ;
  -



- modifier le Référentiel de contrôle qualité de France Travail (cf. annexe II).

#### **V.10.2. - Modification par avenant**

Compte tenu de ce que les prestations peuvent être exécutées au bénéfice de publics suivis par d'autres opérateurs du réseau pour l'emploi, France Travail, en application de l'article L.5312-1 II 6°) du code du travail, peut demander au Titulaire, avec un impact financier éventuel, des modifications portant sur :

- les outils informatiques utilisés pour l'émission, l'exécution des commandes, y compris la saisie des informations de suivi des formations et la réception des livrables ;
- le ou les opérateurs recevant, vérifiant les livrables et réceptionnant les prestations ;
- l'ajout d'un ou plusieurs opérateurs au sein des comités opérationnels et de pilotage ;
- le ou les opérateurs susceptibles de signifier les pénalités et d'en recevoir le règlement ;
- le ou les opérateurs que le Titulaire est tenu d'informer en cas d'accident survenu à un bénéficiaire à l'occasion de l'exécution d'une formation.

### **VI. - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE**

#### **VI.1. - Régime fiscal des formations**

Les prestations objet du marché sont susceptibles d'une exonération de TVA sur le fondement de l'article 261.4.4°a) du code général des impôts et aux conditions définies aux articles 202 A et 202 B de l'annexe II du même code.

Le Titulaire est informé que, dès lors qu'elles exécutent des prestations dans le cadre d'un marché, les personnes morales de droit public et les associations sont réputées le faire aux mêmes conditions que les entreprises commerciales. Elles sont en conséquence exclues du bénéfice des articles 256B et 261.7 du code général des impôts et ne peuvent pas se prévaloir d'un non-assujettissement à la TVA du fait de leur statut juridique.

#### **VI.2. - Prix et modalités de paiement**

##### **VI.2.1. - Forme des prix**

Le marché est conclu aux prix unitaires en heure stagiaire, par formation, tels que figurant au Bordereau des prix. Pour les formations du lot n°1 « Développement informatique », s'y ajoute, le cas échéant, la prime de retour à l'emploi définie à l'article VI.2.2 du Contrat. Les marchés subséquents mentionnés à l'article V.3 du Contrat sont conclus à prix forfaitaire pour la conception et le développement d'une formation, tel que figurant dans l'offre subséquente du Titulaire.

Dans le cas où le Titulaire ne bénéficie pas de l'exonération de TVA prévue à l'article 261.4.4° a) du code général des impôts, ces prix incluent la TVA applicable. La TVA est appliquée au taux légal au jour du fait générateur.

Les prix sont réputés complets et comprennent notamment :

- les charges frappant la prestation ;
- les frais exposés pour l'exécution du marché, y compris les droits de propriété intellectuelle, frais de déplacement éventuels, acquisition de matériels, logiciels et équipements et frais liés à la mise à disposition des logiciels auprès des stagiaires ;
- les frais liés à l'entretien de positionnement et toutes les séquences du parcours de formation, ainsi que, le cas échéant, les frais de suivi des stagiaires en entreprise, les

frais de validation de la certification, les frais de validation des compétences et des connaissances et tous les frais annexes, les frais d'inscription aux épreuves ou examens de certification et les frais de protection contre les accidents du travail et maladies professionnelles pour les actions de formations ou périodes de stage en entreprise (notamment à l'étranger conformément aux dispositions de l'article V.5.4 du Contrat) ;

- les frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques.

#### **VI.2.2. - Prime de retour à l'emploi**

Pour les formations relevant du lot n°1 « Développement informatique », le Titulaire a droit, pour chaque stagiaire justifiant d'un retour à l'emploi en CDI ou en CDD d'au moins 6 mois, dans les 3 mois suivant la fin de formation, telle que précisée dans le Plan individuel de formation, au paiement d'une prime de retour à l'emploi d'un montant de 350 €.

Cette prime fait l'objet d'une facture annuelle, sur la base du nombre de stagiaires ayant effectivement repris un emploi, communiqué par France Travail, après vérification à partir de la déclaration sociale nominative (DSN). Seules ces données sont prises en compte pour établir le nombre de stagiaires concernés.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les retours à l'emploi sont mesurés par formation pour l'ensemble du groupement et la prime est versée au seul mandataire.

#### **VI.2.3. - Modalités de paiement**

Le prix est égal au nombre d'heures de formation correspondant à l'avancement pédagogique du stagiaire dans la formation, précisé au certificat de réalisation, multiplié par le prix unitaire de l'heure de formation figurant au Bordereau des prix.

Chaque formation donne lieu à des facturations intermédiaires à l'issue de la 4<sup>ème</sup> semaine suivant l'émission du bon de commande, puis toutes les 8 semaines calendaires à l'issue de cette 4<sup>ème</sup> semaine jusqu'à la fin de la dernière formation exécutée au titre du bon de commande. Un délai minimum de 8 semaines calendaires est observé entre la dernière facturation intermédiaire et la facturation du solde. Sous peine de rejet de la facture, le nombre d'heures facturées pour un module ne peut dépasser la durée globale du module de formation, telle que précisée par le Titulaire dans sa Proposition technique et reportée dans le certificat de réalisation.

Chaque paiement intermédiaire est versé sur production, à l'appui de la facture, du certificat de réalisation. Ce certificat de réalisation présente, pour chaque stagiaire, l'état d'avancement pédagogique dans le module de formation (sous la forme de pourcentage) et le nombre d'heures correspondant à cet avancement, ainsi que les éventuels abandons ou absences.

Le Titulaire utilise impérativement le modèle de certificat de réalisation qui lui est remis lors de la notification du marché, sous peine de rejet de la facture.

Lorsqu'un stagiaire a atteint 25%, 50%, 75% et 100% d'avancement dans la formation, le Titulaire produit également, à l'appui de la facture de paiement intermédiaire et sous peine de rejet de cette facture, les livrables permettant d'attester de l'avancement des stagiaires. Ces livrables sont nécessaires aux contrôles réalisés en application de l'article V.7.2. Ces livrables sont au nombre de 3 : un exemple de réalisation (exemple : projet, devoir, test...), un justificatif de connexion (précisant notamment la durée) permettant d'attester la réalisation du jalon et une attestation précisant le programme réalisé du démarrage jusqu'au jalon concerné. Les livrables mentionnent également les nom, prénom et identifiant du stagiaire, ainsi que l'intitulé de la formation suivie.

Le solde est réglé sur production, à l'appui de la facture, du certificat de réalisation et du bilan de fin de formation.

Les prestations de conception et développement donnent lieu à un paiement unique après exécution complète et admission de la prestation dans les conditions prévues par le marché subséquent.

Le Titulaire est parfaitement informé que France Travail se réserve la possibilité, à tout moment pendant la durée d'exécution du marché, de contrôler la conformité des factures payées aux certificats de réalisation et livrables présentés. Le montant des heures indument versées donne lieu à reversement à France Travail. La facturation d'heures indument justifiées donne lieu à l'application des pénalités prévues à l'article V.6 du Contrat.

#### **VI.2.4. - Révision des prix**

A la demande du Titulaire, les prix sont révisables semestriellement à compter de la date anniversaire de la notification du marché, par application de la formule  $P = P_o \times [0,25 + 0,75 \times (S_r/S_o)]$ , dans laquelle :

$P$  = prix révisé ;

$P_o$  = prix indiqué au Bordereau des prix ;

$S_r$  = dernière valeur connue 2 mois avant la date de révision de l'indice INSEE « indice des salaires mensuels de base - administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale » (NAF, niveau A17 OQ, identifiant 010562683) ;

$S_o$  = indice INSEE « indice des salaires mensuels de base - administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale » (NAF, niveau A17 OQ, identifiant 010562683) du mois de notification du marché.

Pour demander la révision des prix, le Titulaire communique un nouveau Bordereau des prix, établi selon le même modèle que le Bordereau des prix initial et comportant les prix révisés par application de la formule de révision mentionnée au présent article. Ce nouveau Bordereau des prix est transmis au directeur des achats et marchés de France Travail, au moins 2 mois avant la date prévue pour la révision des prix, par tout moyen permettant de justifier de la date de sa réception. Le directeur des achats et marchés de France Travail valide par courriel la demande de révision des prix dans le mois suivant. En l'absence de réponse dans ce délai, la demande est réputée acceptée.

En cas de rejet de la demande, le Titulaire a la possibilité de présenter, dans un délai de 8 jours calendaires, un nouveau Bordereau des prix tenant compte des observations formulées.

Seuls les prix révisés validés par France Travail peuvent être pris en compte.

Les prix révisés s'appliquent aux nouvelles commandes émises à compter de la date d'acceptation de la révision des prix.

#### **VI.3. - Modalités de transmission des factures et délais de paiement**

En application des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et les certificats de réalisation sont adressés *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte. Le bilan de formation est transmis *via* KAIROS et les livrables intermédiaires selon les modalités communiquées par France Travail au moment de la notification du marché.

Sous peine d'application des pénalités prévues à l'article V.6 du Contrat, les factures doivent être adressées chronologiquement, dans le respect de l'échéancier de facturation indiqué à

l'article VI.2.3 du Contrat. La facture d'une période donnée ne peut être adressée postérieurement à la facture de la période suivante.

Les factures sont libellées à l'ordre de France Travail et portent *a minima* les mentions suivantes :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du mandataire ;
- son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- le numéro du marché, et le cas échéant du marché subséquent ;
- le numéro du bon de commande et du bon de réservation de session ;
- la durée d'exécution du bon de commande, ou des prestations réalisées au titre du marché subséquent ;
- le cas échéant, les dates de début et de fin de la période pour laquelle un paiement intermédiaire est demandé ou la mention qu'il s'agit du solde ;
- le prix unitaire figurant au Bordereau des prix, le nombre d'heures de formation correspondants à l'avancement de chaque stagiaire pendant la période considérée ;
- la mention de l'article 261.4.4°a) du code général des impôts justifiant de l'exonération de TVA ou à défaut le taux et le montant de la TVA applicable ;
- le montant total à régler en TTC ou net de TVA selon le régime fiscal applicable ;
- les coordonnées du compte sur lequel les sommes sont à verser.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail en tenant compte notamment des pénalités et réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture à la condition que les pièces justificatives du paiement du prix aient été préalablement adressées à France Travail. Dans le cas contraire, le délai de 30 jours court à compter de la réception du dernier document. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les factures sont émises, au choix du Titulaire indiqué à la rubrique C des Dispositions particulières du Contrat, par le mandataire ou par chaque membre du groupement pour les prestations qu'il a lui-même exécuté. Dans ce dernier cas, elles sont alors visées par le mandataire qui atteste de la conformité des dites factures aux stipulations du marché. Le délai maximum de 30 jours mentionné au précédent alinéa court à compter de ce visa si le livrable et les pièces justificatives du paiement du prix ont été préalablement adressés à France Travail. Dans tous les cas, les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire et dont les coordonnées figurent à la rubrique C des Dispositions particulières du Contrat.

En cas de sous-traitance, les dispositions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique s'appliquent.

En cas de changement de coordonnées bancaires, le Titulaire en informe France Travail par courriel auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

Le Titulaire s'engage à ne pas refacturer auprès d'un tiers les prestations commandées et payées par France Travail.

#### **VI.4. - Avance**

La notification d'un bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois ouvre droit au versement d'une avance de 30% du montant du bon de commande.

La demande du Titulaire à bénéficier de ces avances ou son renoncement à en bénéficier est stipulé à la rubrique B des Dispositions particulières du Contrat. En cas de groupement d'opérateurs, l'avance est versée au mandataire. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est réputé renoncer au bénéfice des avances.

Chaque avance est remboursée à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter du premier paiement suivant l'émission du bon de commande jusqu'au complet remboursement de l'avance.

Les avances prévues au présent article ne présentent pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Dans le cas où le Titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. Lorsqu'il entend bénéficier de cette avance, le sous-traitant en formule expressément la demande. L'avance alors versée est remboursée à France Travail par précompte du montant total de chaque demande de paiement reçue à compter du premier paiement jusqu'au complet remboursement de l'avance. Dans le cas où le Titulaire a bénéficié de l'avance et qu'en cours d'exécution du bon de commande, il envisage de sous-traiter des prestations, il rembourse à France Travail la part d'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées.

### **VII. - DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **VII.1 - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques**

##### **VII.1.1. - Généralités**

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail. La répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique D des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire, désigné à la rubrique A des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le cas échéant, à l'exception de la facturation, le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché. A ce titre, toute communication ou notification est le fait de France Travail au mandataire, qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement, ou du mandataire à France Travail. A ce titre également, le mandataire est réputé habilité par les autres membres du groupement à signer tout avenant au marché, quel que soit son objet.

A première demande de France Travail, le mandataire lui transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas ladite convention n'est opposable à France Travail. Elle ne constitue pas une pièce du marché.

Les obligations issues du marché sont applicables à l'ensemble des membres du groupement.

#### **VII.1.2. - Défaillance d'un membre d'un groupement**

Le Titulaire dispose d'un délai maximum de 3 jours calendaires à compter de la date à laquelle il a connaissance de la défaillance d'un membre du groupement pour informer France Travail de cette défaillance et de son motif.

En cas de défaillance de l'un des membres du groupement en cours d'exécution du marché, en ce compris les manquements aux obligations contractuelles, le mandataire du groupement a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les conditions définies à l'article VII.2 du Contrat ou la substitution au membre défaillant d'un autre opérateur économique disposant des niveaux minimums de capacité économique et financière, technique et professionnelle requis pour l'exécution du marché. Dans ce dernier cas, le mandataire transmet à France Travail, par courrier recommandé avec avis de réception postal, une demande de substitution du membre défaillant, indiquant les raisons ou dénomination sociale, adresse et coordonnées complètes du membre proposé en substitution. Sont jointes, datées et signées par un représentant du membre proposé en substitution ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le membre proposé en substitution ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et une déclaration relative à sa capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le marché<sup>1</sup>, ainsi que, dans le cas où le membre proposé en substitution est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les opérateurs économiques régis par un droit autre que le droit français, la copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché restant à courir, périodes de reconduction comprises. France Travail dispose d'un délai maximum de trois semaines calendaires pour faire connaître sa décision d'acceptation du membre proposé en substitution. L'acceptation prend la forme d'un avenant de transfert du marché, du groupement Titulaire initial au nouveau groupement ainsi constitué. Le groupement Titulaire reconnaît être informé que l'opérateur économique proposé en substitution n'est pas autorisé à exécuter des prestations avant que l'avenant de transfert ne soit notifié au Titulaire.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature établi par le mandataire du groupement Titulaire, telle que remise dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, assume les fonctions de mandataire.

---

<sup>1</sup> Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le membre proposé en substitution sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le membre proposé en substitution est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont Pôle emploi ou France Travail a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du membre proposé en substitution qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

Les dispositions du présent alinéa ne font pas obstacle, le cas échéant, à la substitution d'un nouvel opérateur économique au mandataire défaillant dans les conditions définies au présent article, soit en qualité de membre non mandataire du groupement, soit en qualité de mandataire. Dans ce dernier cas, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature assume les fonctions de mandataire jusqu'à la notification de l'avenant de transfert correspondant.

## **VII.2. - Dispositions applicables en cas de sous-traitance**

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

Dans le cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail par courrier recommandé avec avis de réception postal (ou lui remet contre récépissé) une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, la nature des prestations qu'il propose de sous-traiter, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant les autres périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue à l'article VI.4 du Contrat.

Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées<sup>2</sup>. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant 21 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter des prestations avant son acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

Le Titulaire transmet à France Travail une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants, en application de l'article 1<sup>er</sup>-II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail. Il ne constitue pas une pièce du marché.

---

<sup>2</sup> Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont Pôle emploi ou France Travail a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

### **VII.3. - Lutte contre la fraude et dispositif de contrôle**

Le Titulaire est garant de la véracité des informations portées sur les livrables et de l'authenticité des pièces justificatives transmises dans le cadre de l'exécution du marché. Il s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de cette obligation et se porte fort du respect de cette obligation par son personnel.

Le Titulaire est également garant des moyens mis en œuvre pour s'assurer de l'identité des bénéficiaires et prévenir des manœuvres d'usurpation d'identité.

Le dispositif interne de contrôle de conformité et de prévention et de lutte contre la fraude dont il dispose peut être audité par France Travail à tout moment, notamment dans le cadre de contrôles sur place ou de contrôles de sa plateforme de formation opérés par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins et dont le Titulaire n'est pas obligatoirement préalablement averti.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que, dans le cadre de la mise en œuvre de son propre dispositif de prévention et de lutte contre la fraude, France Travail est susceptible de solliciter des informations et vérifications complémentaires du Titulaire.

### **VII.4. - Assurances**

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par des tiers (y compris les stagiaires qui lui sont confiés au titre du marché), de son fait, du fait de ses personnels ou du fait des stagiaires, à l'occasion de l'exécution du marché, y compris les périodes de stage en entreprises. Les stagiaires sont réputés tiers entre eux au titre de ce contrat d'assurance.

Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

A défaut de protection sociale adéquate souscrite par le stagiaire pour les parties du parcours qu'il réalise à l'étranger, le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant cette protection en application de l'article V.5.4 du Contrat.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de ses obligations contractuelles. A première demande de France Travail, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

### **VII.5. - Propriété intellectuelle**

Le Titulaire demeure propriétaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les éléments de toute nature, notamment les outils, méthodes et savoir-faire, ainsi que la documentation, utilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que ces éléments aient été mis au point ou développés antérieurement ou au cours de l'exécution du marché.



Sauf accord préalable écrit du Titulaire, France Travail ne dispose d'aucun droit de représentation, reproduction, adaptation ou traduction des éléments sur lesquels le Titulaire détient des droits de propriété intellectuelle ou faisant état des savoir-faire, méthodes et connaissances appartenant au Titulaire.

Le Titulaire garantit France Travail contre toute revendication de tiers relative à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances respectifs, à l'occasion de l'exécution du marché. A première manifestation de la revendication d'un tiers, le Titulaire prend toute mesure propre à faire cesser le trouble et prête assistance à France Travail, notamment en communiquant les éléments de preuve ou documents utiles qu'il détient ou peut obtenir. Dans un délai maximum de 8 jours calendaires à compter de sa notification, France Travail informe le Titulaire de toute requête ou assignation fondée sur les droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances du Titulaire, mis en œuvre à l'occasion de l'exécution du marché, en lui communiquant le texte de la requête ou assignation, et l'appelle à la cause en lui réservant la possibilité de soulever tout moyen utile à sa défense.

France Travail demeure propriétaire des livrables mis à disposition du Titulaire et complétés par lui. Le Titulaire s'interdit en conséquence d'utiliser, en totalité ou partiellement, l'un quelconque de ces livrables à d'autres fins que la réalisation des prestations objet du marché.

## **VII.6. - Lutte contre le travail illégal et exclusion des marchés publics**

### **VII.6.1. - Lutte contre le travail illégal**

Conformément aux dispositions des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, à savoir :

- s'il est établi en France, les pièces listées à l'article D.8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois et un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou autre document listé au 2° même article du code du travail pour les Titulaires concernés) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, les pièces listées à l'article D.8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 et, le cas échéant, l'article D. 8222-7 du code du travail lui imposent de procéder, à l'égard d'un sous-traitant, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail, soit 5 000 € à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1-I du code du travail. A défaut, France Travail adresse, dans les 48 heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L.1262-4-1 du code du travail.

#### **VII.6.2. - Exclusion des marchés publics**

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 du Contrat, le Titulaire informe sans délai France Travail de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

#### **VII.7. - Protection des données personnelles**

Pour tout traitement de données à caractère personnel réalisé au titre du marché, le Titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Le non-respect des dispositions du présent article entraîne la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire sans mise en demeure préalable, dans les conditions définies à l'article VIII.1.

##### **VII.7.1. - Traitement des données personnelles mis en œuvre pour délivrer les formations à distance auprès des stagiaires (plates-formes, outils informatiques ...)**

Le Titulaire recourt à ses propres plates-formes et outils informatiques pour délivrer auprès des stagiaires les formations à distance qu'ils suivent au titre du marché. Dans ce cadre, il traite des données personnelles pour lesquelles la finalité du traitement et les moyens mis en œuvre ne sont pas déterminés par le marché. Le Titulaire est en conséquence responsable du traitement mis en œuvre pour son propre compte. France Travail et le Titulaire s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

A ce titre, le Titulaire informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'il met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition. Il lui appartient également de notifier à la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) toute violation de données personnelles qui surviendrait du fait de l'utilisation de ces plates-formes et outils informatiques.

##### **VII.7.2. - Traitement de données personnelles mis en œuvre pour l'exécution administrative du marché**

###### **VII.7.2.1. - Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement**

S'agissant par ailleurs des traitements de données personnelles réalisés dans le cadre de l'exécution administrative du marché, ainsi que, notamment des traitements liés à la demande de prise en charge des stagiaires, à la saisie des informations demandées dans KAIROS, à l'élaboration du plan individualisé de formation et du bilan de fin de formation, au contrôle et à la facturation, le Titulaire intervient en tant que sous-traitant, au sens de l'article 28 du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD). Il est autorisé à traiter ces données personnelles pour les finalités et aux conditions décrites au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont communiquées à France Travail à la notification du marché. Le délégué à la protection des données de France Travail peut être contacté par courriel à [contact-dpd@francetravail.fr](mailto:contact-dpd@francetravail.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Sauf accord préalable exprès de France Travail, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

Par ailleurs, le Titulaire est tenu de diligenter chaque année à ses frais un audit de conformité à la protection des données personnelles. Il informe France Travail dans un délai de quinze jours des conclusions de cet audit.

#### **VII.7.2.2. - Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité**

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement France Travail ;
- garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- prendre en compte les principes de protection des données dès la conception, ainsi que par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché ;
- le cas échéant, aider à la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données (RGPD) ;
- mettre à disposition l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place par France Travail, un organisme mandaté par ses soins à cet effet ou toute autorité de contrôle à laquelle France Travail est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;
- dans le cas où il a recours à un sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article VII.2 ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en

œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au fournisseur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable ;

- dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer France Travail avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public ;
- ne porter sur les livrables que des informations ayant un caractère objectif, c'est-à-dire dépourvues de jugement de valeur sur le ou les stagiaires. Ces informations ne peuvent en aucun cas faire apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou l'appartenance syndicale du stagiaire. Elles ne peuvent en aucun cas porter sur sa santé ou sa vie sexuelle ou sur toute autre information relative à des difficultés d'ordre social ou personnel.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Sans préjudice des instructions le cas échéant fixées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire définit et met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes. Il met en œuvre *a minima* les mesures techniques et organisationnelles définies à l'annexe III, dans les conditions décrites à cette annexe.

#### **VII.7.2.3. - Information des personnes concernées**

France Travail informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification et, dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet ces demandes à France Travail, par courriel, à l'adresse [courriers-cnil@francetravail.fr](mailto:courriers-cnil@francetravail.fr). Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider France Travail à répondre à ces demandes.

#### **VII.7.2.4. - Violation de données personnelles**

Dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, le Titulaire notifie à France Travail par courriel à l'adresse [contact-dpd@francetravail.fr](mailto:contact-dpd@francetravail.fr) toute violation de données personnelles. Est jointe la documentation utile permettant, le cas échéant, à France Travail de notifier la violation à la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette documentation comprend *a minima* les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.

#### **VII.7.2.5. - Sort des données**

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la fin du marché. Dans un délai maximum d'un mois à l'issue du complet paiement par France Travail de la dernière prestation due en exécution du marché, le Titulaire confirme à France Travail la destruction des données personnelles figurant dans tout document ou dans tout fichier informatique.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux fichiers, documents et pièces justificatives que le Titulaire est tenu de conserver pour satisfaire à ses obligations légales, réglementaires et contractuelles issues du présent marché.

### **VIII. - RESILIATION**

#### **VIII.1. - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire**

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- 1.1°) en cas de rejet de la demande d'enregistrement, de l'annulation de l'enregistrement ou de la caducité de la déclaration d'activité dans les conditions définies aux articles L.6351-1 et suivants du code du travail, ainsi qu'en cas de suspension ou retrait de la certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du code du travail ;
- 1.2°) en cas de manquement aux obligations résultant des articles V.5.2 et VII.7 ;
- 1.3°) en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- 1.4°) en cas de contravention à la législation ou réglementation du travail, y compris les dispositions du Livre III de sa sixième Partie ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- 1.5°) en cas de non obtention, caducité ou annulation d'un agrément, autorisation, homologation ou habilitation nécessaire pour dispenser les formations objet du marché et/ou délivrer la certification correspondante conformément aux dispositions de l'article V.1.2 ;
- 1.6°) lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- 1.7°) dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai France Travail ;
- 1.8°) lorsque le Titulaire refuse de donner accès à ses locaux et/ou fournir les justificatifs demandés dans le cadre d'un contrôle prévu à l'article V.8 ;
- 1.9°) lorsque l'audit qualité fait apparaître une non-conformité majeure conformément à l'article V.8.2.4.

Le marché peut être également résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- 2.1°) après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- 2.2°) lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et du premier alinéa de l'article L.8251-1 al. 1 du code du travail, le Titulaire n'a pas, dans un délai de 2 mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard 6 mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à 2 mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, le marché est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure à l'expiration du 6<sup>ème</sup> mois à compter de l'injonction initiale de France Travail ;
- 2.3°) lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L.1262-4-3 et L.3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas régularisé sa situation dans un délai de 7 jours. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision ;
- 2.4°) lorsque, enjoint par France Travail en application des articles V.8.2.2 et V.8.2.3, le Titulaire ne se met pas en conformité sur l'ensemble des écarts constatés dans le cadre de l'audit qualité, France Travail résilie le marché sans délai.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié aux frais et risques du Titulaire, à la condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution du marché aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique, est à la charge exclusive du Titulaire, la diminution des dépenses ne lui profite pas. Quel que soit le commencement d'exécution reçu dans le cadre du marché résilié, la prestation est, sauf décision contraire de France Travail, reprise aux frais et risques du Titulaire, dans son intégralité, depuis le démarrage du parcours de formation. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Sauf précision contraire mentionnée au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation. A défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation. Le Titulaire est informé que, selon les indications figurant dans la décision de résiliation, soit le Titulaire poursuit, jusqu'à leur terme et dans les conditions prévues par le marché, l'exécution des commandes transmises avant la notification de la décision de résiliation, soit les prestations sont arrêtées à la date de notification de la décision de résiliation.

## VIII.2. - Résiliation unilatérale

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le Titulaire est informé que France Travail se réserve la possibilité d'émettre des commandes jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation de quelque nature que ce soit du fait de cette résiliation.

## IX. - LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R.312-11 du code de justice administrative, il est convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif de Paris, dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur général de France Travail, signataire du marché.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du représentant du Titulaire :

Signature du représentant de France Travail :

*(à revêtir du cachet de la société)*

## ANNEXE I - DESCRIPTIF DES LOTS

Intitulé du lot		Périmètre du lot (domaine formacodes)	Métiers/compétences obligatoires (pour lesquels une formation doit nécessairement être proposée dans la typologie et, le cas échéant, le niveau visé)	Nombre de Titulaire	Montant maximum en €* pour la première période contractuelle du marché	Nombre annuel d'heures de travail à réaliser au titre de l'engagement d'insertion professionnelle
1	Métier du numérique – Développement informatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 31067</li> <li>• 31089</li> <li>• 31090</li> </ul>	Développeur informatique - Certifiant niveau 6	1	2 300 000 €	666h
2	Langue française à visée professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 15235</li> </ul>	Hôtellerie/Restauration – Certifiant niveau A2 à B1 Hôtellerie/Restauration - Certifiant niveau B1 à B2 BTP - Certifiant niveau A2 à B1 BTP - Certifiant niveau B1 à B2 Services à la personne - Certifiant niveau A2 à B1 Services à la personne - Certifiant niveau B1 à B2 Logistique - Certifiant niveau A2 à B1 Logistique - Certifiant niveau B1 à B2	1	1 800 000 €	497h
3	Entreprenariat et gestion d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 32047</li> </ul>	Entrepreneur - Certifiant sans niveau de sortie	1	1 500 000 €	427h

\* Montant maximum comprenant la TVA applicable dans le cas où le Titulaire ne bénéficie pas de l'exonération de TVA prévue à l'article 261.4.4ª) du code général des impôts et couvrant uniquement l'achat de formation.



## ANNEXE II - REFERENTIEL DE CONTROLE QUALITE DE FRANCE TRAVAIL

Critère	Sous-critères	Indicateurs	Coefficient de priorité
1. Construire les parcours	1.1 Communication sur le dispositif et sourcing des candidats	Le Titulaire met en œuvre un dispositif de communication et de sourcing proactif en direction des cibles du marché, notamment les publics ciblés comme prioritaires (dits "en situation de fragilité au regard du marché du travail").	1
	1.2 Information des parties prenantes	Le nombre de places programmées pour chaque session, ainsi que les dates de rendez-vous de positionnement sont diffusées conformément aux exigences du CCFT, les informations sont exhaustives, fiables et actualisées (nombre de places et dates de réunion).	1
	1.3 Positionnement des apprenants	Le rendez-vous de positionnement se déroule comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>– une présentation de la formation permettant au demandeur d'emploi de confirmer sa candidature en toute connaissance de cause ;</li> <li>– un entretien individuel de positionnement permettant d'évaluer notamment les connaissances théoriques et/ou les compétences techniques et relationnelles des demandeurs d'emploi et leur motivation.</li> </ul>	2
	1.4 Elaboration du parcours individualisé	La décision prise à l'issue du rendez-vous de positionnement est conforme. Elle est saisie dans l'outil défini par France Travail : <ul style="list-style-type: none"> <li>– "Retenu" : accepter le futur stagiaire en formation sur un parcours individualisé avec ou sans remise à niveau numérique ;</li> <li>– "Non Retenu" : réorienter le demandeur d'emploi vers son conseiller référent.</li> </ul>	2
		Un plan individuel de formation complet et conforme est défini durant le rendez-vous de positionnement pour chaque stagiaire accepté en formation, précisant la durée de la formation, ainsi que les modalités d'accompagnement prévues, en particulier celles répondant aux besoins spécifiques ou aux singularités du demandeur d'emploi (notamment handicap).	2
	1.5 Finalisation de l'inscription	Le Titulaire renseigne les inscriptions finalisées dans l'outil de France Travail dans les délais impartis.	1
2. Développer les compétences	2.1 Ingénierie et pédagogie	Le modèle pédagogique proposé par le Titulaire est mis œuvre conformément à ses engagements. L'articulation des différentes modalités est pertinente. Elle permet une réelle acquisition de compétences pour les demandeurs d'emploi.	2

	2.2 Organisation du parcours	Le Titulaire met en place des parcours de formation individualisés et personnalisés, évitant au maximum les interruptions du processus d'apprentissage et permettant de gérer les dynamiques individuelles et collectives.	1
		Le Titulaire met en œuvre des séquences de stage en entreprise permettant à la personne à la recherche d'un emploi une réelle montée en compétences : cette montée en compétences fait l'objet d'une évaluation formelle. Il pilote cette modalité de formation dans toutes ses dimensions.	2
	2.3 Accompagnements	Le Titulaire met en œuvre une palette de modalités d'accompagnements adaptées, permettant notamment de prévenir les décrochages.	2
	2.4 Ressources pédagogiques	Le Titulaire met à disposition des ressources pédagogiques adaptées à la formation et aux modalités pédagogiques. Elles font l'objet d'une actualisation à une fréquence pertinente.	2
	2.5 Evaluation	Les compétences acquises font l'objet d'une évaluation à une fréquence et selon des modalités pertinentes, permettant d'objectiver le niveau de préparation du stagiaire pour la sortie du parcours.	2
	2.6 Information des bénéficiaires	Le Titulaire s'engage à fournir aux stagiaires dans les deux premiers jours du parcours toutes les informations exigées au CCFT.	1
3. Concrétiser les projets	3.1 Personnes en charge des accompagnements vers la sortie positive	Le Titulaire mobilise des outils et ressources au service de l'insertion professionnelle des bénéficiaires.	2
	3.2 Partenariats	Le Titulaire mobilise des réseaux de partenaires, d'acteurs de l'emploi et d'entreprises tout au long du parcours.	2
	3.3 Développement des compétences favorisant le retour ou l'accès à l'emploi	Le Titulaire déploie des actions d'accompagnement à la recherche d'emploi et mobilise les périodes d'entreprise comme un outil d'accès à l'emploi.	2
		Les compétences transversales sont développées durant le parcours, dans un objectif d'insertion professionnelle durable.	1
	3.4 Pilotage des indicateurs de sortie	Le Titulaire définit et pilote des indicateurs sur l'accès à l'emploi des bénéficiaires qu'il a formés.	2
4. Piloter ses ressources	4.1 Formateurs et intervenants	Le Titulaire mobilise une équipe pédagogique composée de formateurs ayant des qualifications et/ou expériences professionnelles suffisantes dans le domaine de la formation professionnelle et/ou dans le(s) métier(s) visé(s) par la formation.	2
	4.2 Sous-traitance	Lorsque le Titulaire fait appel à de la sous-traitance, il s'assure du respect des conditions du marché.	2
	4.3 Moyens techniques et pédagogiques	Le Titulaire met à disposition le matériel et les ressources pédagogiques adaptées à la session, ils sont entretenus et / ou à jour.	2

		En cas de regroupement exceptionnel, les locaux seront conformes à la réglementation.	
	4.4 Pilotage du marché	Le Titulaire suit et rend compte du déroulement des parcours des stagiaires, notamment en actualisant les outils de France Travail.	2
	4.5 Suivi des habilitations et agrément	Le Titulaire se tient à jour des habilitations nécessaires à l'exécution du marché.	2
5. Amélioration continue	Pilotage et amélioration en continue de la prestation	Le Titulaire réalise et transmet à France Travail un reporting complet des entrées en formation, comprenant les indicateurs mentionnés dans le Contrat. Il analyse ces données et met en place des actions d'amélioration continue.	2

La mise en œuvre, par le Titulaire, de chacun des indicateurs du référentiel est contrôlée et donne lieu à l'attribution d'une note de 0 à 2. La note 0 correspondant à une non-conformité, la note 1 à une conformité partielle et la note 2 à la conformité. Les indicateurs sont eux même pondérés entre 1 et 2 selon le coefficient de priorité qui leur est associé. Le nombre de points obtenu est rapporté en pourcentage permettant de situer le niveau total de la qualité constatée.

## ANNEXE III – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES ET DE SECURITE

Conformément à l'article VII.7.2 du Contrat, le Titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles suivantes :

Processus à sécuriser	Mesures à mettre en œuvre	Niveaux d'exigence
Gestion des habilitations des utilisateurs des applications fournies par France Travail en cohérence avec l'activité réalisée	La vérification des habilitations doit être effectuée par le Titulaire tous les 6 mois.	Minimal
	Le Titulaire établit un procès-verbal de cette revue d'habilitation et le transmet à France Travail.	Avancé
Sécurisation des échanges entre le Titulaire et tout intervenant prenant part à l'exécution du marché	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil standard type 7zip.	Minimal
	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil qualifié par l'ANSSI (Primx zed! par exemple) ou par la mise à disposition de fichiers sur un portail avec authentification à deux facteurs.	Avancé
Stockage des données	Le Titulaire interdit à l'ensemble des intervenants prenant part à l'exécution du marché d'utiliser les offres publiques des plateformes de stockage non maîtrisées pour y transférer les données transmises par France Travail.	Minimal
Destruction des données personnelles	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché.	Minimal
	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché. Il établit un procès-verbal de destruction qu'il transmet à France Travail.	Avancé
Condition de détention du matériel informatique dans des locaux appropriés et sécurisés	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une armoire technique.	Minimal
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une salle technique avec contrôle d'accès.	Intermédiaire
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans un centre de données pour les serveurs soutenant la messagerie, les espaces de stockage partagé et l'Assistance Diagnostic.	Avancé
Utilisation de messageries électroniques accessibles via Internet	Le Titulaire met en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> <li>une politique de mot de passe robuste (mot de passe de 8 caractères dont au moins une majuscule, une minuscule, un chiffre et un caractère spécial ou mot de passe de plus de 12 caractères) ;</li> <li>un mécanisme de protection contre les attaques par force brute (par exemple : temporisation d'accès au compte après plusieurs échecs ; nombre maximal de</li> </ul>	Minimal

	<p>tentatives autorisées dans un délai donné ; mise en place d'un "Captcha" ; blocage du compte après 10 échecs assorti d'un mécanisme de déblocage choisi en fonction des risques d'usurpation d'identité et d'attaques ciblées par déni de service) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un mécanisme d'oubli de mot de passe qui ne transfère pas le mot de passe mais fournit uniquement à l'utilisateur la possibilité de réinitialiser son mot de passe et donc d'en choisir un nouveau lui-même.</li> </ul>	
	Le Titulaire utilise l'authentification à deux facteurs (2FA) sur deux supports différents.	Avancé
Configuration du Wifi	<p>Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art.  <a href="https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf">https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf</a> avec un mode d'authentification WPA-PSK avec un mot de passe long (&gt; 20 caractères)</p>	Minimal
	<p>Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art.  <a href="https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf">https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf</a>. Il doit configurer le point d'accès pour utiliser un chiffrement robuste (utilisation du mode WPA2 avec l'algorithme de chiffrement AES-CCMP).</p>	Avancé
Moyens de protection de la connexion et navigation sur Internet	Le Titulaire doit disposer d'un pare-feu entrant sur la connexion internet et d'un pare-feu local sur les postes de travail.	Minimal
	Le Titulaire doit disposer d'un proxy web de sortie avec liste de blocage.	Avancé
Connaissance par le Titulaire de son système d'information	Le Titulaire réalise l'inventaire de l'ensemble de ses équipements, services, logiciels, données, traitements de données, accès et interconnexions vers l'extérieur et dispose d'une cartographie à jour de tous les systèmes.	Minimal
Protection de tous les terminaux	Le Titulaire dispose d'antivirus à jour des signatures sur tous les postes de travail.	Minimal
	Des dispositifs de détection et réponses aux terminaux (EDR) sont installés sur les postes de travail.	Intermédiaire
	Le Titulaire maîtrise également l'ensemble de sa flotte mobile via MDM (Mobile Device Management)	Avancé

Dès la notification du marché, le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, *a minima*, l'ensemble des mesures minimales définies.

Six mois après la date de notification du marché, le Titulaire rend compte à France Travail de cette mise en œuvre en lui retournant, au format Excel, le questionnaire Cybersécurité remis lors de la réunion de lancement. Ce questionnaire permet de définir le type de mesures effectivement mises en œuvre (minimal, intermédiaire, avancé).

Un plan de progrès pourra être demandé suivant les résultats issus du questionnaire.